

LE DEVOIR

ACTUALITÉS



Chantal Hébert

La puce et le Saint-Bernard

Depuis les dernières élections canadiennes, les paris sont ouverts pour savoir lequel des chefs fédéraux sera le premier à tirer sa révérence.

L'exercice est à géométrie variable. La semaine dernière par exemple, la chef du NPD Alexa McDonough s'est rapprochée de la tête du peloton lorsque l'influent leader du syndicat des Travailleurs de l'automobile Buzz Hargrove a réclamé sa tête.

Mais la semaine précédente, c'était plutôt le leader allianciste Stockwell Day qui semblait destiné à garnir le premier le tableau de chasse post-électoral. La facture salée que ses frasques juridiques ont imposée au Trésor albertain combinée à une performance incertaine continuent à faire de lui un chef aux abois.

Joe Clark a déjà indiqué qu'il ne s'attendait pas à faire une autre campagne comme chef. Mais comme son parti compte à peine le minimum de députés nécessaires pour être reconnu officiellement aux Communes, il occupera sans doute son siège le temps d'avoir assuré — si possible — un avenir moins nébuleux aux conservateurs.

Quant à Jean Chrétien, plus on aime Paul Martin, plus on voudrait que son départ soit pour demain. Dans les faits, les premiers indices des intentions du premier ministre sont attendus après le Sommet des Amériques alors qu'on verra si ceux — comme l'ancien maire de Québec Jean Pelletier — qui sont de sa garde rapprochée commencent à se disperser.

Le chef du Bloc québécois Gilles Duceppe est le grand oublié de cette loterie, une situation qu'on a tendance à voir dans son entourage comme la preuve qu'il s'est mieux tiré de la performance électorale décevante de son parti que ses équivalents. La réalité est moins réjouissante.

Si Stockwell Day, Joe Clark et Alexa McDonough ont tous perdu des plumes aux élections, le Bloc est tombé plus bas dans la chaîne alimentaire politique. Il pourrait aussi bien être une puce sur le dos du Saint-Bernard péquiste.

C'est qu'alors que les autres partis peuvent toujours tenter de se réinventer en fusionnant comme l'Alliance et le PC pourraient le faire ou en changeant de créneau comme cela se discute au NPD, le Bloc n'a pas ce genre de contrôle sur sa destinée. Pour l'essentiel, il est à la remorque de la tournure que donnera Bernard Landry au débat sur la souveraineté et du sort que les électeurs réserveront éventuellement au Parti québécois.

Indépendamment de qui le dirigerait, le Bloc est donc condamné à tuer le temps pour l'avenir prévisible.

Cela se manifeste de toutes sortes de façons. Certains ténors bloquistes rêvent par exemple de continuer leur carrière à Québec. D'autres se laissent courtiser par l'Alliance.

Après avoir eu de la difficulté à retomber sur ses pieds en Chambre pendant la première tranche de session, la direction du Bloc a changé de cap depuis la dernière relâche parlementaire. Ces jours-ci, le Bloc, le PC et l'Alliance se concertent pour attaquer plus efficacement le gouvernement.

Au quotidien, l'approche n'est pas dénuée d'intérêt surtout que le Bloc compte dans ses rangs certains des meilleurs «debaters» du Parlement. À terme, par contre, elle a également tendance à donner au Bloc l'allure du caucus du Québec de l'opposition officielle... Comme quoi, plus ça change...

Un mot en terminant sur l'exercice qui consiste à faire du commentaire politique dans les deux langues.

Une de ses règles élémentaires consiste à ne jamais écrire dans une langue ce qu'on ne voudrait pas dire dans l'autre.

Il serait trop facile d'écrire du bien de Lucien Bouchard en français mais pas en anglais ou encore de donner raison à Jean Chrétien sur un dossier dans la langue de Shakespeare mais pas dans celle de Molière — un événement rare de toute façon dans les deux langues officielles.

Ce qui ne veut pas dire que tout ce qu'on écrit dans une langue soit automatiquement d'intérêt dans l'autre.

Ma chronique de mardi dernier sur la culture ontarienne serait largement redondante pour le public du Toronto Star.

À l'inverse, point n'est besoin de reprendre dans *Le Devoir* une réplique à une affirmation récente de Stéphane Dion voulant que le mouvement souverainiste ait systématiquement fait reculer le Québec.

Ce qui est une énormité dans une langue requiert souvent des explications dans l'autre.

Cela dit, après avoir lu dans le *Star* certains des éléments de mon analyse de la situation post-électorale du Bloc, la directrice des communications de cette formation Carole Lavallée avait conclu que seule la protection de l'anglais me permettait d'être aussi critique.

Mme Lavallée doit avoir une vision bien religieuse de la place de son parti sur la scène québécoise pour penser que le Bloc serait devenu une telle vache sacrée.

Quoi qu'il en soit, pour lui éviter ce genre de tracés à l'avenir, je lui promets que ce que je pense du travail du Bloc sera toujours au moins aussi accessible en français qu'en anglais. Et pour la consoler d'avoir d'abord dû déchiffrer une partie de ma pensée en anglais dans ce cas bien précis, je lui dédicace la chronique d'aujourd'hui.

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

Auberge Grand-Mère

Chrétien aurait commis un délit, accuse le Bloc

Le premier ministre est intervenu auprès de la Banque de développement alors qu'il détenait des actions du golf, souligne Michel Gauthier

HUGUETTE YOUNG
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le leader parlementaire du Bloc québécois, Michel Gauthier, a laissé entendre aux Communes que le premier ministre Jean Chrétien s'était donné à des activités criminelles dans le dossier de l'Auberge Grand-Mère.

M. Gauthier s'est montré particulièrement combatif lors d'échanges aux Communes, hier, avec le vice-premier ministre Herb Gray.

«En intervenant auprès de la Banque canadienne de développement, alors que ses actions [dans l'auberge] n'avaient pas encore été payées, le vice-premier ministre devrait admettre que le premier ministre a agi pour son bénéfice personnel. À ce moment-là, il a violé non pas le code d'éthique mais le Code criminel.»

Outré, M. Gray a alors mis au défi le député bloquiste de «répéter ces insinuations mal fondées hors de la Chambre. S'il n'est pas prêt à faire cela, il doit retirer ces mots parce qu'ils sont faux, faux, faux», s'est-il insurgé.

À l'extérieur de la Chambre des communes, privé de son immunité parlementaire, M. Gauthier n'a pas voulu répéter ses accusations à l'endroit de M. Chrétien.

«La question, elle est entière. Le premier ministre

doit déposer l'acte de vente parce que toutes les questions sont possibles à partir de ce moment-là, a précisé M. Gauthier aux journalistes. Lui seul a la clé. Si personne n'a rien à cacher, pourquoi ne pas mettre la clé sur la table? Tout le monde va pouvoir constater, ça va fermer une fois pour toutes ce dossier-là», a-t-il insisté.

«Si le commissaire à l'éthique a dit vrai, si le commissaire à l'éthique est sérieux quand il dit qu'il [M. Chrétien] n'avait pas été payé pour ses parts, alors je dis que le premier ministre, à ce moment-là, devenait son propre lobbyiste», a ajouté M. Gauthier.

Le conseiller en éthique Howard Wilson a blanchi M. Chrétien de tout soupçon dans cette affaire, tout comme la GRC, qui a conclu qu'il n'y avait pas matière à enquête criminelle.

Or, pour M. Gauthier, la portée de l'enquête de la Gendarmerie royale du Canada était trop restreinte. «La GRC a analysé une chose, l'intervention du premier ministre auprès du président de la Banque de développement du Canada», a-t-il fait valoir.

Pour le député bloquiste, il importe d'examiner attentivement le «code criminel, où on parle de situation de conflits d'intérêts, ce qu'il faut faire et ne pas faire. Et quand on regarde ça, c'est préoccupant et ça rend impérieux, nécessaire et rapide, le dépôt de l'acte de vente. C'est

dans l'acte de vente que se trouvent toutes ces réponses-là».

Furieux, le ministre de l'Industrie, Brian Tobin, a sommé M. Gauthier de répéter ses propos à l'extérieur de la Chambre des communes. Ce genre de propos non fondés lui attirera les mêmes ennuis que ceux qu'a connus le chef allianciste, Stockwell Day, «lorsqu'il a utilisé l'argent des contribuables pour régler une affaire de diffamation...», a-t-il prédit.

Selon M. Tobin, le Bloc québécois a abusé de son immunité parlementaire. Les accusations de M. Gauthier sont «non fondées et complètement hors de propos», a-t-il lancé à sa sortie de la Chambre des communes.

Lorsqu'on lui a demandé si son ministère rendrait publics les résultats de son enquête relativement au club de golf de l'Auberge Grand-Mère, M. Tobin a souligné qu'il respecterait les exigences de la loi. Le ministère veut examiner les registres du club de golf pour déterminer le nombre exact d'actionnaires.

Les partis d'opposition soupçonnent quant à eux qu'il existe un quatrième actionnaire du club de golf — en l'occurrence, M. Chrétien.

Le premier ministre a toujours maintenu qu'il avait vendu ses actions dans le club de golf en 1993, mais l'affaire serait tombée à l'eau. M. Chrétien n'aurait revendu ses actions qu'en octobre 1999.

L'art de s'inscrire en faux



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

SOUS LE REGARD amusé d'un policier de la Sûreté du Québec, le «Hells Zheimer» François Gourd et une dizaine d'autres artistes ont lancé des rouleaux de papier de toilette dans les arbres qui ornent la façade du quartier général de la SQ, rue Parthenais à Montréal. Acte humoristique, certes, mais pas anodin. Le regroupement d'artistes baptisé SOS Humanité cherche à «dramatiser le climat de terreur créé par les forces de répression» à l'approche du Sommet des Amériques et propose un mouvement de créativité et de résistance unie. À l'agenda: une Fête de la résistance le 5 avril au Medley, à Montréal, ainsi que la diffusion, du 17 au 21 avril, de poèmes et de chansons sur les radios de Québec et la présentation d'une sculpture géante de 50 pieds sur la rive sud, en face du Château Frontenac.

Cégeps bilingues

L'idée de Larose a déjà du plomb dans l'aile

PRESSE CANADIENNE
ET LE DEVOIR

La Fédération des cégeps s'oppose farouchement à la création d'un réseau collégial bilingue tandis que le ministre de l'Éducation, François Legault, estime n'avoir pour l'instant aucune intention de se pencher sur un projet semblable.

Le président des États généraux sur les français, Gérard Larose, s'est montré ouvert à cette possibilité, dimanche, au terme des audiences de la Commission des États généraux sur les français.

Mais pour le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher, l'idée de rendre les collèges bilingues est carrément insensée.

Selon lui, les élèves sont toujours en période d'apprentissage de leur langue maternelle lorsqu'ils arrivent au niveau collégial. «Nous avons indiqué que les solutions passent, pour nous, par une meilleure maîtrise de la langue française à tous les niveaux d'enseignement et par un renforcement des me-

sures d'accueil et de soutien offertes aux allophones dans les cégeps francophones», souligne M. Boucher dans un communiqué.

Il estime que les 43 cégeps francophones et les cinq cégeps anglophones forment déjà un réseau bien intégré et préconise plutôt un meilleur apprentissage de la langue seconde et davantage d'échanges d'étudiants entre les institutions anglophones et francophones.

Interrogé hier à ce sujet, le ministre de l'Éducation, François Legault, a quant à lui repoussé l'option du revers de la main, estimant que ce n'était pas «le bon moment de regarder des changements de nature coercitive» autour de l'accès au cégep.

«Je pense cependant que c'est important de trouver toutes sortes de façons de s'assurer que tous les cégeps, francophones et anglophones, travaillent ensemble et partagent les mêmes modes de travail, je pense aussi que c'est important de trouver une façon de mieux travailler ensemble, mais ce n'est pas mon intention de regarder l'option des cégeps bilingues.»



Gilles BOLDUC
Régent BOUCHARD
Roger DIONNE
Claudette GAGNÉ
Gilbert PRICHONNET

Invitation à l'étude
de l'environnement
physique
Comprendre son
environnement

LIDEC inc.
(514) 843-5991

En vente dans toutes les librairies

Commission du
développement
urbain de Montréal



Ville de Montréal

Étude publique

Vous êtes invités à participer à la prochaine assemblée de la commission.

Dates : Le mercredi 4 avril 2001
Lieu : 275, rue Notre-Dame Est
Hôtel de ville, salle du conseil
(métro Champ-de-Mars)

Heures : à 19 h

À cette assemblée, vous pourrez :

- obtenir des renseignements sur les projets de règlement inscrits à l'ordre du jour
- poser des questions et exprimer votre opinion sur ces projets

La commission recevra vos commentaires et formulera des recommandations au comité exécutif.

L'ordre du jour comprend les projets de règlement suivants, soumis par le comité exécutif :

- 3.1 Modification au Règlement d'urbanisme visant à permettre l'usage habitation unifamiliale de la maison McConnell et sa dépendance portant respectivement les numéros 1475, avenue des Pins Ouest et 1518, avenue Cedar (S 010545027) (district électoral de Peter-McGill).
- 3.2 Autorisation d'agrandir le bâtiment portant le numéro 1945, rue Fullum, situé à l'angle nord-est de la rue Coupal (théâtre Espace Libre) (S 010545002) (district électoral de Sainte-Marie).
- 3.3 Autorisation de démolir les bâtiments portant les numéros 47-49, 53 et 55 rue Duke et 16, 22 et 40, rue Prince, et de construire et d'occuper, à des fins de bureaux, un bâtiment de 5 à 12 étages, sur un emplacement délimité par les rues Duke, Brennan et Prince (Cité multimédia, phase B) (S 000545156) (district électoral de Pointe-Saint-Charles).
- 3.4 Autorisation d'agrandir le bâtiment portant les numéros 250-252 et 256-260, avenue des Pins Est, situé à l'angle sud-est de l'avenue Laval, et de construire et d'occuper, à des fins résidentielles et de bureaux, sur un emplacement situé à l'angle nord-est des avenues des Pins et Laval (restaurant Laloux) (S 000545061) (district électoral du Plateau-Mont-Royal).

Renseignements sur les dossiers et sur les prochaines assemblées :

Service des relations avec les citoyens
333, rue Saint-Antoine Est, bureau 520
(514) 872-8265

N.B. La documentation complète est disponible pour consultation dans tous les bureaux Accès Montréal.

La greffière,
Diane Charland

• LES ACTUALITÉS •

Mairie de la nouvelle ville de Montréal

Les sondages font réfléchir Vera Danyluk

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

La publication d'un nouveau sondage est venue mettre un peu plus de pression, hier, sur les épaules des opposants du maire de Montréal, Pierre Bourque, afin qu'ils trouvent le moyen de faire alliance en vue des élections municipales du 4 novembre.

La semaine dernière, tout était encore clair pour Vera Danyluk et son groupe de supporters: ils devaient créer leur propre parti politique et commencer à recruter des candidats dans chaque district électoral. La publication des résultats d'un second sondage en moins de 10 jours prédisant une défaite retentissante aux forces d'opposition à Pierre Bourque si elles se présentent en ordre dispersé la fait aujourd'hui douter.

«Je crois que ça montre qu'une course à quatre serait un désastre, dit-elle. Mais une course à trois, avec une bonne campagne, pourrait quand même donner des résultats intéressants. [...] On ne sait jamais lequel des partis va se glisser entre les deux autres. Mais je n'ai jamais été une grosse gambler.» Elle devrait annoncer sa décision d'ici à deux semaines.

Un sondage SOM-La Presse révélait hier qu'elle aurait recueilli seulement 7,6 % d'appui dans l'hypothèse où les élections à la mairie s'étaient tenues au début du mois. Pierre Bourque aurait obtenu pour sa part 32,2 %, Gérald Tremblay 20,8 % et Michel Prescott 12,5 %, avec 26,9 % d'indécis. En cas de lutte à trois, Pierre Bourque aurait obtenu 36 %, Gérald Tremblay 27 % et Vera Danyluk 9 %; ou 32 % pour

Pierre Bourque, 27 % pour Gérald Tremblay et 14 % pour Michel Prescott. Ramené à une lutte à deux, Pierre Bourque aurait remporté avec 38 % d'appui contre 36 % à Gérald Tremblay.

Ces résultats, dont la marge d'erreur est 4,5 %, sont similaires à ceux d'une enquête Sondagem-Le Devoir-CKAC réalisée durant la même période et publiés la semaine dernière, à l'exception près que dans l'hypothèse d'une lutte à trois, ils donnent à Gérald Tremblay plutôt qu'à Pierre Bourque une mince victoire en banlieue (avec 29 % d'appui contre 24 % à Pierre Bourque et 14 % à Michel Prescott) et réduisent son retard sur Pierre Bourque à Montréal, en lui accordant 25 % d'appui, contre 37 % à Pierre Bourque et 13 % à Michel Prescott.

Au RCM, où l'on en appelle à l'union des forces d'opposition depuis des semaines, Michel Prescott répète que cette alliance ne pourra toutefois se faire qu'à la condition que l'on s'entende sur un programme politique commun, sur la présentation de candidat unique dans les districts électoraux et sur un mode démocratique de sélection d'un candidat commun à la mairie.

De son côté, Gérald Tremblay s'est dit désireux de voir se rallier «toutes les personnes qui veulent mettre un choix en avant».

Grand gagnant de tous ces attermoissements de l'opposition, le maire de Montréal, Pierre Bourque, a pour sa part dit souhaiter que le plus grand nombre possible de candidats se présentent contre lui. «Plus il y en aura, mieux c'est. C'est ça la démocratie.»

Le galeriste Pierre-Antoine Tremblay acquitté

On peut vendre de faux Riopelle sans être un fraudeur

BRIAN MYLES
LE DEVOIR

Pierre-Antoine Tremblay a été acquitté hier d'une accusation de fraude qui pesait contre lui pour avoir vendu de faux tableaux du peintre Jean-Paul Riopelle.

Yseult Riopelle, la fille du célèbre peintre, a rendu visite à la galerie Mayfair dont M. Tremblay était le propriétaire en février 1998. Elle préparait alors un catalogue raisonné de l'œuvre de son père et une gravure mise en vitrine à la galerie de la rue Greene, à Westmount, avait attiré son attention. Elle s'est présentée à M. Tremblay qui lui a montré quatre gravures attribuées à Riopelle, toutes fausses. Il lui a expliqué que les œuvres avaient été mises en consignment à sa galerie par une femme.

Un agent double de la police s'est rendu à la galerie Mayfair le mois suivant pour acheter un tableau de Riopelle au prix de 25 000 \$. Il a vu

sur le coin de la table un certificat d'authentification signé de M. Tremblay. Une perquisition a permis de saisir quatre gravures et d'arrêter Pierre-Antoine Tremblay. Celui-ci s'est défendu d'être un faussaire dans les médias dans les jours suivant son arrestation.

Lors du procès, la femme qui a remis les gravures à M. Tremblay a été identifiée comme Elise Beaudin. Curieusement, elle portait le même nom qu'une femme impliquée dans une fraude similaire en France en 1993. Le juge Jean-Pierre Bonin s'est dit étonné que cette dame n'ait fait l'objet d'aucune accusation dans le présent dossier.

Selon le juge Bonin, M. Tremblay était de bonne foi lorsqu'il a reçu et conservé les tableaux. Il n'aurait jamais montré les œuvres à la fille de Riopelle s'il avait su qu'elles étaient fausses. La cause soulève dans son esprit un doute raisonnable suffisant pour acquitter M. Tremblay.

Haro sur le racisme

LE DEVOIR

«On ne vient pas au monde raciste... pourquoi le devient-on?», tel est le slogan qui accompagnera la deuxième semaine québécoise d'actions contre le racisme. Au cours de cette semaine, une foule d'activités se tiendront d'ici à dimanche, des activités qui ont pour but de sensibiliser les Québécois aux méfaits de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance. Plusieurs conférences, débats, spectacles et films s'adresseront plus particulièrement aux jeunes et traiteront du logement, de la santé, de la police, de la justice, du travail et de l'éducation. Voici quelques-unes des activités au programme à Montréal:

Mardi 20 mars

■ Conférence intitulée *Racisme, santé et bien-être*, 9h et 14h CLSC Côte-des-Neiges

■ Ouverture du Festival international du film contre l'exclusion et pour la tolérance — UNESCO, 18h Cinéma québécoise

■ Spectacle de Noctua, rythmes contre le racisme, 20h Club Soda

Mercredi 21 mars

■ Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale

■ Conférence intitulée *Problématiques et réalités du racisme dans le milieu de la police*, 9h et 14h Bibliothèque nationale du Québec

■ Ciné-débat sur le film *La Squale*, 20h30 Cinéma québécoise

Jeudi 22 mars

■ Conférence intitulée *La lutte contre la discrimination et intégration de la diversité au travail*, 9h et 14h Ecole des sciences et gestion de l'UQAM

■ Projection Impro-Cinéma, 17h Musée d'art contemporain de Montréal

Vendredi 23 mars

■ Conférence intitulée *Les nouvelles formes de racisme dans le milieu de l'éducation*, 9h Bibliothèque nationale du Québec

■ Ciné-débat *Douce France et Otomo*, 20h30 Cinéma québécoise

Samedi 24 mars

■ Ciné-débat *Beautiful People*, 20h30 Cinéma québécoise

Dimanche 25 mars

■ Célébration inter-religieuse, 14h30 Salle du Gesù

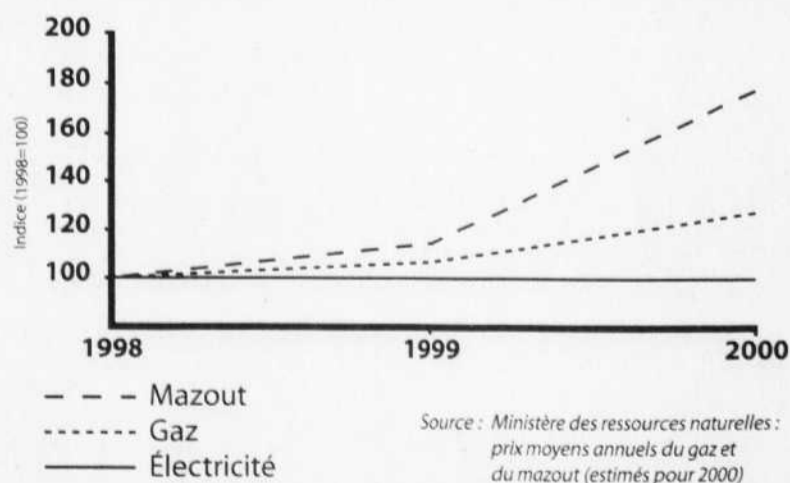
Pour d'autres renseignements, consulter le www.conseilinterculturel.gouv.qc.ca



DEPUIS 3 ANS, MON ÉLECTRICITÉ EST STATIQUE.

Contrairement à celui des autres sources d'énergie, le prix de l'électricité au Québec n'est généralement pas soumis aux fluctuations du marché. Voilà pourquoi vous pouvez compter sur la stabilité des tarifs d'Hydro-Québec pour une troisième année consécutive. De plus, Hydro-Québec vise à poursuivre un objectif de stabilité des prix de son électricité pour les prochaines années. Une autre raison qui fait de l'électricité une source d'énergie de premier choix.

Évolution annuelle des prix de l'énergie de 1998 à 2000



L'électricité, c'est bien moins cher.
Étiez-vous au courant ?

Hydro Québec

LES ACTUALITÉS

Réduction des gaz à effet de serre

Anderson trahit ses engagements, dit Greenpeace

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

Greenpeace-Canada a accusé hier le ministre canadien de l'Environnement, David Anderson, de faire du Canada le «51^e Etat américain» en plus de torpiller le Protocole de Kyoto en entérinant publiquement la déclaration du président américain, George Bush, qui l'a qualifié «d'injuste» parce qu'il concentrait les efforts de réduction des gaz à effet de serre sur les pays industrialisés en reportant à plus tard l'obligation de la Chine et de l'Inde d'en faire autant.

Le groupe environnemental canadien réagissait à l'entrevue du ministre Anderson, publiée samedi par *Le Devoir*, dans laquelle le ministre, par réalisme, disait qu'il était inutile d'aller plus avant dans le dossier des changements climatiques tant que les Américains n'auraient pas clairement énoncé leurs couleurs dans ce dossier à la conférence des Parties signataires, à Bonn, en juillet.

Pour le porte-parole de Greenpeace au dossier, Steven Guilbeault, qualifier «d'injuste» le Protocole de Kyoto, comme l'a fait le président Bush la semaine dernière, «désavoue du coup les engagements pris par le Canada dans la lutte contre les changements climatiques».

«Depuis l'accord sur le Protocole de Kyoto en 1997, poursuit Steven Guilbeault, le gouvernement canadien a toujours soutenu le Protocole et affirmé qu'il le ratifierait. Cette volte-face est à la fois étonnante et inquiétante. Sommes-nous devenus le 51^e Etat américain au point de faire le sale travail à leur place, comme dans le dossier des OGM l'an dernier et maintenant dans le dossier des changements climatiques?»

La déclaration du ministre Anderson est d'autant plus inacceptable, ajoute le porte-parole de Greenpeace, que David Anderson est depuis peu président du Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUÉ), un «poste dont il devrait démissionner sur-le-champ puisqu'il n'a pas le courage de défendre les accords des Nations unies sur les changements climatiques: le monde n'a pas besoin de quelqu'un à la solde des États-Unis pour compromettre des accords internationaux».

Le porte-parole de Greenpeace a déploré le fait que le ministre des Ressources naturelles, Ralph Goodale, ait annoncé hier le financement de 47 projets au coût de 1,8 milliard pour sensibiliser les Canadiens aux impacts des changements climatiques sur l'Arctique: «Pourtant le Canada laisse aller de l'avant le projet des sables bitumineux de l'Alberta, un projet de 40 milliards en 20 ans, dont les contribuables ne peuvent même pas savoir ce qu'ils vont en financer par leurs impôts et la fiscalité alors qu'il s'agit d'un des projets les plus dévastateurs du climat planétaire. Ce n'est pas une opération de sensibilisation».

Des milliers de soldats perdraient leur travail

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le chef d'état-major de l'Armée de terre, le lieutenant-général Mike Jeffery, a indiqué qu'il n'était plus capable de joindre les deux bouts et qu'il envisageait conséquemment des compressions draconiennes de l'effectif des Forces armées.

Le lieutenant-général Jeffery, qui est entré en fonction l'automne dernier, a précisé qu'il ne pouvait tout simplement pas maintenir le *statu quo* avec le budget dont il dispose.

Il a déclaré qu'il pouvait effectuer des restructurations pour économiser de l'argent et tenter d'en épargner davantage en administrant mieux les fonds disponibles, mais qu'au bout du compte, il allait vraisemblablement devoir «payer les factures en comprimant le personnel».

Il n'a pas voulu chiffrer exactement ces compressions, précisant que les circonstances étaient toujours sous examen, mais n'en a pas moins laissé entendre qu'il s'agirait de plusieurs milliers de postes.

Cellules souches embryonnaires

Ottawa doit poser des balises à la recherche

DENNIS BUECKERT
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Un comité consultatif du gouvernement fédéral recommande l'adoption de directives pour encadrer la recherche sur les cellules souches embryonnaires, a fait savoir une source bien informée.

Le processus de réplication d'une cellule, parfois appelé clonage, est cependant différent de cette dernière technique qui a conduit à la création d'animaux génétiquement identiques à l'original, comme la fameuse brebis Dolly.

En fait, les cellules souches sont prélevées dans des boules de cellules qu'on appelle blastomères, dont plusieurs sont laissées de côté après leur création *in vitro* dans le cadre d'un traitement contre l'infertilité.

Le développement des cellules serait interrompu à un certain moment pour empêcher leur maturation, a ajouté la source. De même le consentement des parents serait nécessaire pour utiliser ces cellules souches pour la recherche. À l'heure actuelle, un tel consentement n'est pas nécessaire.

Les directives sont proposées par un comité de l'Institut de recherche en santé du Canada et pourront faire l'objet d'audiences publiques avant d'être adoptées.

Le Canada pourrait se retrouver dans le peloton de tête de la recherche

Si la réplication des cellules souches obtient le feu vert, le Canada se retrouverait par le fait même dans le peloton de tête de la recherche en la matière, sans contester l'une des branches de la médecine moderne les plus mouvementées par les temps qui courent.

L'approche proposée par le comité ressemble en tous points à celle adoptée en Grande-Bretagne mais diffère de la position américaine, où le débat s'est enlisé dans le marécage de l'accès à l'avortement. Le nouveau gouvernement républicain s'oppose à tout financement public en matière de recherche sur les cellules souches embryonnaires.

Selon les chercheurs, les cellules souches embryonnaires ont la particularité de pouvoir se développer dans n'importe quel organe humain, ce qui pourrait faire avancer grandement l'étude de traitements pour nombre de maladies.

Les opposants soutiennent pour leur part que ces cellules ne peuvent être obtenues que par la destruction d'un embryon humain, d'où le lien qu'ils font avec l'avortement.

Les chercheurs répliquent quant à eux que les blastomères ne sont pas assez développés pour constituer un embryon et qu'ils sont de toute façon considérés à l'heure actuelle comme des rebus médicaux.

Des sous s'il vous plaît!



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

LES TRAVAILLEUSES des centres de femmes et leurs utilisatrices ont manifesté hier devant les bureaux des ministres et députés à travers la province — dont celui de Rémy Trudel, nouveau ministre de la Santé et des Services sociaux, à Montréal — pour protester contre le peu d'empressement dont fait preuve le gouvernement Landry à remédier à leur situation financière précaire. L'R des centres de femmes du Québec réclame un financement de 165 000 \$ par établissement et demande au gouvernement de respecter son engagement de donner priorité à la lutte contre la pauvreté dans son prochain budget.

Un député bloquiste pose la première brique d'un parlement virtuel

SÉVERINE DEFOUNI
LE DEVOIR

Déplorant leur rôle mineur dans les décisions entourant les enjeux de la mondialisation, une centaine de parlementaires membres du Forum interparlementaire des Amériques (FIPA) ont adopté une mesure dans le but de pallier ce déficit démocratique: implanter le parlementarisme virtuel. Chaque Parlement du continent se doterait ainsi d'instruments de télécommunications permettant la vidéoconférence ou une technologie s'y rapprochant.

À la tête de cette idée qui peut paraître «sortir tout droit d'un épisode de Star Trek»: le député bloquiste de Lac-Saint-Jean, Stéphane Tremblay, celui-là même qui avait «kidnappé» son siège de député du Parlement en avril 1998. «Si l'économie se mondialise, la démocratie aussi doit suivre le pas. Les députés sont à la fois les gens les plus proches de la population et ceux qui côtoient les membres de l'exécutif. Pourquoi ne pourraient-ils pas devenir le chien de garde du phénomène de la mondialisation?», demande-t-il. D'après lui, des parlementaires de toute la planète pourraient jouer un rôle «critique et de vigilance» à l'endroit des actions d'organisations telles que le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dont les orientations sont définies par quelques exécutifs et demeurent souvent, selon lui, exemptes de tout suivi.

Sans pour autant remplacer les rencontres annuelles, la formule proposée permettrait aux élus de mener leurs échanges sur une base plus régulière et d'étendre leurs entretiens avec des organismes de la société civile ou des chefs d'entreprises à l'échelle continentale, voire mondiale. «On inviterait des experts du monde entier à intervenir et on pourrait même retransmettre les débats sur Internet», lance M. Tremblay, qui sollicite l'appui de ses collègues du Parlement canadien, eux qui souhaitent justement une réforme de leur rôle.

Instrument de démocratie extraordinaire pour la société civile, germe du premier Parlement mondial: les qualificatifs affluent, et Stéphane Tremblay a le vent dans les voiles. La balle est lancée. Mais qui s'occupera de l'attraper? En effet, tant la question de l'appui des parlementaires de chacun des pays membres de la FIPA que celle du financement du projet demeurent pour l'instant obscures. «Je ne m'attends pas à ce que des pays d'Amérique latine comme le Salvador travaillent fort là-dessus. [...] Peut-être que ça coûte cher [d'implanter ce genre de technologies là-bas], mais ça pourrait être une solution économique car les rencontres de personne à personne se font à des coûts faramineux.»

Ottawa menacé de se faire débrancher

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Les 8800 informaticiens de la fonction publique fédérale menacent de «débrancher» son projet de services en ligne s'ils ne peuvent obtenir gain de cause dans leurs négociations contractuelles.

Les informaticiens et programmeurs ne bloqueront pas systématiquement les programmes d'ordinateur, les sites Web ou le système de courrier électronique du gouvernement fédéral. Mais la situation pourrait quand même devenir chaotique car les experts en informatique ne les répareront pas lorsqu'ils tomberont en panne, a fait savoir Evan Heidinger, négociateur de l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada.

«Les Canadiens seront touchés car ils ne pourront pas communiquer avec leur gouvernement. Quant à la production des chèques de pensions, tout porte à croire que cela continuerait car certains services ont été désignés comme essentiels.»

Les syndiqués exigent une hausse salariale de 8,5 % par année dans un contrat de deux ans.

EN BREF

Les ministres de l'Environnement à Montréal

(Le Devoir) — Montréal sera l'hôte à la fin mars de la première rencontre des ministres de l'Environnement des Amériques, une réunion que présidera le ministre canadien de l'Environnement, David Anderson. Constant dans son désir de ne pas déplaire au géant américain, le Canada n'ouvre la conférence qu'aux pays «dirigés par un gouvernement élu démocratiquement», ce qui exclut Cuba mais laisse la porte ouverte aux mœurs électorales pour le moins discutables. Plus de 30 pays sur 34 ont accepté l'invitation. En plus de discuter des liens entre environnement et santé ainsi que de conservation de la biodiversité continentale, les ministres vont parler de la «gestion de l'environnement dans un hémisphère en changement», une allusion à peine voilée au futur traité de libre-échange des Amériques, lequel ne compte pas, comme l'ALENA, de traité environnemental subsidiaire.

Un test pour le gouvernement

(PC) — Le prochain budget va démontrer si le gouvernement québécois est sérieux dans sa lutte contre la pauvreté, estime le Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté. «Ce budget devra contribuer à réduire les écarts entre les plus pauvres et les plus riches de la société québécoise», a soutenu lundi Vivian Labrie, porte-parole du Collectif. Diverses

mesures devront être prises pour améliorer le sort de la tranche de la population québécoise la plus pauvre. Le Collectif en suggère plusieurs pour les prochaines années: 1) instaurer un barème plancher des prestations de l'aide sociale de façon à s'assurer qu'elles couvrent les besoins essentiels; 2) rétablir la gratuité des médicaments pour les plus pauvres; réinvestir dans Emploi Québec; 4) améliorer les allocations familiales; 5) faire construire 8000 logements sociaux.

Panne de courant fatale

(PC) — Une femme de 61 ans souffrant d'un cancer des poumons en phase terminale est morte après une interruption de courant qui l'a privée de son concentrateur à oxygène auquel elle était reliée en permanence. La panne d'électricité qui est survenue la semaine dernière dans la nuit de

mardi à mercredi, dans la région de Sherbrooke, a été fatale pour Mme Monic Bergeron, qui souffrait d'insuffisance pulmonaire. Sans porter d'accusation, ses deux enfants, Steve et Linda Roy, s'interrogent sur les procédures d'urgence à Hydro-Sherbrooke et au CLSC de la région sherbrookoise en vigueur lors de telles situations. «Le médecin est formel dans le rapport médical, c'est la panne de courant qui est à l'origine du décès de notre mère», s'indigne Mme Roy. Steve Roy suggère que les abonnés d'Hydro-Sherbrooke dont la vie dépend de l'électricité soient répertoriés et avertis dans les plus brefs délais lorsqu'une panne de courant survient.

Pas de bunker dans ma ville

(Le Devoir) — Le conseil municipal de Montréal a adopté à l'unanimité hier soir un règlement visant à prémunir la ville

contre l'installation de groupes criminalisés sur son territoire en interdisant la fortification d'immeubles. La mesure, qui a été élaborée à la suite de rumeurs de l'installation des motards Bandidos dans un bâtiment de la rue d'Orléans, comprend des amendes maximales de 4000 \$

par jour et permet l'expulsion de ses occupants. Elle ne s'applique pas aux banques, aux prisons ou aux musées. Un règlement semblable, adopté cette fois par la municipalité de Blainville, serait sur le point d'être contesté devant les tribunaux par le groupe de motards qui était visé.

ANNUAIRE STATISTIQUE GUÉRIN
2001
QUÉBEC / CANADA / MONDE

Jacques LAMARCHE
Annuaire statistique Guérin 2001
Québec / Canada / Monde

Paru.
656 pages — 18,25 \$

Les Éditions GUÉRIN (514) 842-3481 En vente dans toutes les librairies

Camps d'été

CAMPS de JOUR ARTISTIQUES Enfants (à partir de 4 ans) et adolescents
L'École pour tous!
LOUISE LAPIERRE DANSE
Au cœur du plateau MontRoyal
(514) 521-3456
danse-louiselapierre.qc.ca

Camp Wabikon

- Le camp international pour filles et garçons de 6-17 ans
- Les sessions de 10 jours, 3 et 6 semaines
- Service d'autobus de Montréal et Ottawa
- Pour recevoir notre dépliant et une liste de références du Québec

- Programme Complet
- Excursion De Canoë
- Apprentissage De L'anglais
- Programme De Formation

info@wabikon.com
www.wabikon.com
(416) 483-3172

Pour réservation publicitaire, contacter Jacques Nadeau
au 985-3322

BOUTIQUE
Espinasse & Longchamps

Vêtements d'enfants 0 à 18 ans
Vêtements de maternité à l'étage

1007, RUE LAURIER OUEST
OUTREMONT
TEL.: 274-2442

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

CLICHE

SUITE DE LA PAGE 1

mondialisation après s'être déclaré en faveur de la désobéissance civile pour la tenue de manifestations pacifiques lors du Sommet des Amériques prévu le mois prochain à Québec.

La semaine dernière, ce sont 11 ex-dirigeants du Parti québécois qui se rangeaient derrière Paul Cliche. Parmi eux, l'on retrouve deux ex-présidents de l'exécutif péquiste de Mercier, Nathalie Grenier et Pierre Boileau. Le fils de ce dernier, Carl Boileau, s'est d'ailleurs présenté comme candidat à l'investiture du Parti québécois qui a élu de justesse Claudel Toussaint. M. Boileau, fils, apparaissait d'ailleurs comme le loup dans la bergerie, n'hésitant pas à pourfendre le PQ. Les autres transfuges occupaient pour la plupart des fonctions militantes dans Mercier, sauf Marc Tessier, ex-président du comité des jeunes dans la région Montréal-Centre. Tous déplorent «le virage à droite» du Parti québécois.

Cherchant à se positionner nettement à gauche du Parti québécois, Paul Cliche multiplie les activités qui donnent un ton progressiste à sa campagne. Demain, le camp Cliche fête l'arrivée du «printemps politique» avec un spectacle-bénéfice auquel participeront Raymond Lévesque et Victor Lévy-Beaulieu. Ce dernier prononcera une allocution pour «la mise en œuvre d'une vraie politique de la culture au Québec». Samedi dernier, plutôt que de lancer son programme politique, M. Cliche l'a soumis aux citoyens de la circonscription. Une soixantaine de personnes ont participé à la consultation.

L'union des partis de gauche derrière M. Cliche, plus habitués traditionnellement à s'entre-déchirer, force vraisemblablement le Parti québécois à se réapproprier les discours social-démocrate. Hier soir, le premier ministre Bernard Landry a participé à l'inauguration du local électoral du candidat péquiste Claudel Toussaint. Dans la salle où s'entassaient une centaine de militants enthousiastes, M. Landry a justifié les compressions gouvernementales des dernières années alors qu'il pilotait le plan pour atteindre le déficit zéro.

«Il faut bien redire dans Mercier que, pour un état progressiste, remettre ses finances en ordre n'est pas une attitude de droite. C'est parfaitement cohérent avec le désir de répartir la richesse qu'il faut avoir avant de la répartir. Un gouvernement ruiné, qui dépend de Wall Street, de Londres et de Boston pour financer ses dépenses courantes ne peut pas être un gouvernement progressiste. Nous avons l'honneur de dire aux Québécois et Québécoises aujourd'hui que les moyens d'être de nouveau réparti- et sociaux-démocrates sont les nôtres. Nous les avons retrouvés par notre bonne gestion», a déclaré le premier ministre.

Souhaitant démontrer que les efforts exigés ont permis une plus grande solidarité avec les moins bien nantis, M. Landry a rappelé différentes réalisations à caractère social du gouvernement du Parti québécois, dont l'adoption de la Loi sur l'équité salariale, la mise en place du programme des garderies à 5 \$ et l'implantation de l'assurance-médicaments. «Notre parti, depuis qu'il existe, depuis qu'il a été fondé par le grand René Lévesque, a poursuivi le combat national et est vrai, mais aussi le combat de l'équité, de la justice sociale et de la répartition de la richesse», a-t-il soutenu en ajoutant qu'il s'agit là des raisons d'être du Parti québécois.

De son côté, le candidat Claudel Toussaint, qui a affirmé que la social-démocratie est au cœur de son engagement politique, s'est engagé à être à l'écoute des citoyens de la circonscription de Mercier. Rapidement, M. Toussaint s'est attaqué à son adversaire libérale Nathalie Rochefort, à qui il entend bien démontrer que «nos convictions sont inébranlables dans Mercier».

Après avoir été occupé à l'Assemblée nationale par Gérard Godin et Robert Perreault, le fauteuil convoité par M. Toussaint «est à sa mesure», a assuré M. Landry.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courriel petitesannonces@ledevoir.com

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Impression Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Impression Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Montréal bouche ses trous

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Montréal mènera durant les prochaines semaines une grande offensive pour libérer les automobilistes des nids-de-poules. L'assaut, financé par des crédits spéciaux, sera mené de jour comme de nuit par des troupes trois fois plus importantes qu'à l'habitude et pourra compter sur des moyens de communication extraordinaires.

Le commandant des opérations qui ont été lancées hier matin, le maire de Montréal, Pierre Bourque, s'est dit confiant de sortir victorieux de la bataille. «On espère que d'ici deux ou trois semaines, un mois au plus tard, la situation soit revenue à la normale.»

Environ 700 000 \$ ont été ajoutés ce printemps aux 4,5 millions consacrés habituellement à ce genre de réparations, soit une hausse de 16 %. Les effectifs assignés à la tâche passeront de 100 à 300 employés qui travailleront en équipes, jour et nuit, week-end compris. De la machinerie spécialisée devrait égale-

ment être ajoutée. Le maire invite les citoyens à participer à la grande corvée en signalant la présence de nids-de-poules dans leur rue en appelant Accès-Montréal au 872-1111. Un bilan de l'opération sera dressé quotidiennement.

Rappelons que Pierre Bourque s'était engagé, la semaine dernière, à consacrer au problème une partie du surplus budgétaire de 60 millions réalisé l'an dernier. Les nids-de-poules, semble-t-on remarquer, se seraient faits particulièrement nombreux et profonds cette année à Québec à cause de l'effet combiné des importantes précipitations et des variations de température qui auraient favorisé l'action destructrice du gel. Comme chaque année, il y en a eu plusieurs pour dire que la situation était pire à Montréal qu'ailleurs. Le maire s'est défendu d'avoir trop tardé à faire reboucher les trous en rappelant qu'il fallait attendre l'arrivée du printemps pour procéder à ce genre de réparations.

En plus de sa lutte contre les nids-de-poules, la Ville consacre annuellement 30 millions à la réfection de ses rues. Ces travaux débuteront en mai ou juin.

MARTIN

SUITE DE LA PAGE 1

économique de 3,5 % pour 2001, hypothèses établies à partir de celles du secteur privé.

Le ministre Martin refuse cependant de précipiter le dépot de son énoncé économique. Il veut attendre jusqu'en mai afin d'avoir en main les résultats du premier trimestre aux États-Unis et d'avoir assisté à la réunion du Fonds monétaire international. «La date sera choisie en fonction de la qualité de l'information.»

Le ministre fédéral se voulait rassurant mais il a suffi d'une question sur le ton adopté par Bernard Landry, depuis qu'il est premier ministre, pour faire tomber les formules prudentes et entendre M. Martin décrire la situation avec plus de gravité. «Ce ton va rendre difficiles les investissements au Québec. On est dans une période de volatilité globale où la confiance et la stabilité sont très importantes. Le premier ministre du Québec a intérêt à vraiment promouvoir la confiance et la stabilité à ce stade-ci», dit-il, niant vouloir brandir des épouvantails.

«Les gens sont tannés des chicanes mais ce que je dis, c'est que nous ne sommes pas dans une situation ordinaire. Pour la première fois en dix ans, il y a un ralentissement de l'économie américaine. La deuxième économie au monde, l'économie japonaise, vit une crise bancaire et il y en a qui parlent de déflation au Japon. Le Canada et le Québec sont très imbriqués dans l'économie mondiale. Alors on a besoin de stabilité et de confiance. [...] Tout ce que je demande c'est que tous les acteurs politiques contribuent à cette confiance», insiste-t-il.

Le ministre reconnaît que le Canada ne sera pas épargné. «Il y aura certainement un ralentissement. On le voit déjà. Mais ce sera un ralentissement concentré dans certains secteurs, c'est-à-dire par exemple les fournisseurs de compagnies de communications aux États-Unis et le secteur automobile», prédit-il.

Il rejette toutefois les scénarios alarmistes. Pas question que le mot récession ne franchisse ses lèvres. «Personne ne s'attend à ce que ce qui se passe

aujourd'hui soit comparable à ce qui s'est produit en 1980 ou 1989-90», années des deux dernières récessions.

Le premier réflexe de M. Martin n'est d'ailleurs pas de nourrir l'inquiétude. Au contraire, ses premières réponses visent toutes à calmer les esprits. Il répète volontiers que la situation actuelle n'a rien d'inattendu. Il se sert d'ailleurs de cet argument pour justifier sa prudence budgétaire proverbiale et sa manie de sous-estimer l'ampleur des surplus. Le surplus pour l'année en cours oscille autour de 16,5 milliards, soit quatre milliards de plus que prévu.

«La raison de cette prudence est que ça fait quasiment 10 ans qu'aux États-Unis, ils vivent cette période de croissance et je savais qu'on allait avoir une période de ralentissement. Je ne savais pas quand mais je savais que nous allions l'avoir. [...] C'est pour ça que j'ai toujours été prudent. Avoir un ralentissement n'est pas une surprise. On l'avait toujours prévu, on ignorait seulement le moment», dit-il.

C'est donc par prudence, insiste-t-il, que le gouvernement a planifié de rembourser au moins 10 milliards sur sa dette cette année, qu'il a pris des engagements en matière de santé, qu'il a annoncé l'autonomie dernière année accélération de ses réductions d'impôt et qu'il a dépensé dans certains programmes à long terme, comme il a fait en injectant 750 millions dans la Fondation canadienne de l'innovation.

M. Martin a aussi dû répondre hier de la chute du dollar canadien. Respectant les conventions, il n'a pas porté de jugement sur la valeur du dollar canadien, qui est sous la barre des 64 cents, mais il a précisé à sa sortie des Communales que «le Canada n'a pas une politique de faible dollar».

Selon lui, «les principes de base [de l'économie canadienne] sont beaucoup plus forts que dans la grande majorité des autres pays et se refléteront [à terme] dans la valeur de notre dollar». Il a rappelé que, dans ce contexte de volatilité, le dollar américain, valeur refuge, se raffermirait par rapport à toutes les autres devises.

RCM

SUITE DE LA PAGE 1

Un parti qui reste nécessaire

Reconnaissant que le parti n'a pas eu la vie facile depuis les derniers temps, un membre de la première heure disait tout de même avoir confiance en l'avenir. «Le RCM reste finalement le seul parti véritablement démocratique à Montréal, disait Vittorio Capparelli. C'est une chose de faire comme tout le monde des discours de principes, mais c'en est une autre de les mettre en pratique concrètement jusque dans le fonctionnement du parti. Il y aura toujours des gens pour se retrouver dans ce genre de mouvement.»

Membre depuis seulement le mois de mai, Sébastien Bouthillier, 21 ans, renchérit: «On s'est retrouvé, cet été, dans Ahuntsic, avec un projet de navette fluviale sur la rivière des Prairies à propos duquel la Ville ne voulait rien dire. Les conseillers du RCM ont été les seuls qui se sont montrés prêts à écouter les gens et à les aider à s'organiser pour qu'ils aient les réponses qu'ils cherchaient.»

Il y a présentement un peu plus de 900 membres en règle au RCM, rapporte son président, Abe Limonchik, qui défend son parti comme une mère son petit. «C'est beaucoup moins qu'à d'autres époques, mais il faut dire que la loi 170 est venue bousculer nos projets de relance.» On aurait tort d'enterrer le RCM, poursuit-il. Lui et les autres partis de sa mouvance, tels que Groupe d'action municipale (GAM) ou Équipe Montréal, ont toujours recueilli ensemble au moins 29 % de l'appui électoral.

«Il faut quand même reconnaître que le parti a vécu des moments difficiles au cours des dernières années, dit un autre vétéran de la vieille, Henry Milner. Personne ne s'attendait à ce que l'on perde contre Pierre Bourque en 1994. Cela a provoqué des tensions qui ont provoqué des situations assez inhabituelles comme l'ancien chef défilé [Jean Doré] qui se présente, aux élections suivantes, à la tête d'un autre parti [Équipe Montréal], et une candidate à la mairie [Thérèse Daviault] qui part à la dernière minute pour un troisième parti [celui de Jacques Duchesneau].»

D'hier à aujourd'hui

Au moment de sa création, en mai 1974, le RCM est le fruit de l'alliance entre différents groupes progressistes francophones et anglophones dont le mouvement syndical, le Parti québécois, le Mouvement progressiste urbain et le NPJ. Il s'oppose au mode de gestion de l'administration Drapeau et propose déjà l'adoption de mesures en faveur des classes pauvres et ouvrières, la démocratisation de la ville et une certaine décentralisation. Il ne trouve son candidat à la mairie qu'à la fin de l'été; il s'agit du jésuite Jacques Couture. Il n'en remporte pas moins cet automne-là 45 % du vote et fait élire 18 conseillers.

«Ça montre combien les temps changent», souligne Kenneth Georges, un ancien militant bien connu qui a été l'auteur du premier programme électoral du parti. À l'époque, il n'y avait qu'un seul parti d'opposition. On a vu, aux dernières élections, comment la multiplication des partis pouvait favoriser la réélection d'un maire pourtant très critiqué.»

Militant du RCM «avant même sa création», en

tant que membre du Mouvement progressiste urbain, Henry Milner note pour sa part qu'«aujourd'hui comme hier, la question du chef ne nous a jamais beaucoup intéressés. On est resté d'abord et avant tout un parti de militants». Il constate toutefois à regret que le parti a perdu, au cours des dernières années, ses assises dans la communauté anglophone. «Ça devient de plus en plus difficile, explique-t-il, particulièrement dans la communauté anglophone, de se joindre à un parti en faisant abstraction de la question constitutionnelle.»

Membre active de 1975 à 1987, Claire Durand constate un peu la même chose. «Si le RCM demeure fort dans le Plateau, il ne semble plus avoir de bases sérieuses dans l'ouest. D'où l'intérêt de la formation d'une nouvelle coalition avec d'autres mouvements. [...] Il faut être réaliste, poursuit-elle, le parti a déjà bien assez de problèmes à maintenir son enracinement dans l'ancienne ville sans qu'il essaie en plus d'étendre ses activités à la banlieue. De toute façon, le RCM est depuis le départ le fruit d'alliances.»

L'alliance nouvelle

Certains craignent toutefois que le RCM n'y perde son âme. «Le RCM se révèle finalement le seul parti qui a la volonté d'avoir un véritable membership, affirme André Messier, un représentant du monde syndical qui a œuvré au sein du parti dans ses toutes premières années. C'est peut-être sa plus grande contribution à la politique municipale. Tous les autres, y compris celui de Gerald Tremblay, sont semblables à Vision Montréal de Pierre Bourque ou au Parti civique de Jean Drapeau. Une alliance me semble souhaitable, c'est certain, mais à condition que le parti conserve sa base militante, l'habitude d'organiser des investitures et sa tradition de débats.»

«Notre discours doit changer, estime toutefois Henry Milner. Il doit s'ouvrir aux formes différentes que peuvent prendre les facteurs progressistes en banlieue.» Il note que si certaines revendications traditionnelles des mouvements urbains, comme le développement de logements sociaux ou du transport en commun, risquent d'avoir moins d'écho en banlieue, d'autres enjeux, tels que la participation des citoyens à l'administration de la ville, pourraient constituer les bases d'une alliance.

Ancien camarade d'Henry Milner au Mouvement progressiste urbain, Stephen Schecter voudrait quant à lui que son ancien parti s'empêtre un peu moins dans les débats de principes et se mette un peu plus au goût du jour. «Il n'y a pas 36 enjeux en politique municipale, s'exclame-t-il. Faut pas rêver! Ils ne feront pas la révolution! Ils devraient se fixer un ou deux buts clairs et laisser, pour le reste, les citoyens mener leur vie à leur guise. Pas besoin d'être de grands génies, ni d'avoir de grands principes pour comprendre que les gens ont bien plus besoin qu'on améliore les services ou l'état des rues que de se voir offrir l'occasion de participer à 24 séances de conseil de quartier par an.»

Les défis auxquels fait face le RCM sont évidemment de taille, conclut Kenneth Georges. «Mais ce n'était pas plus facile en 1974. Les acteurs politiques ont amplement le temps, d'ici au 4 novembre, de s'adapter à la nouvelle réalité. Ils n'ont pas le choix de toute façon.»

LEGAULT

SUITE DE LA PAGE 1

aujourd'hui à ce groupe. Les contrats de performance constituent une façon pour les établissements de convenir avec le Ministère de l'Utilisation qu'elles feraient des ressources supplémentaires, ou, selon le point de vue qu'on adopte, une manière de rendre des comptes à celui qui les finance.

Même s'il précise que, sur les 600 millions de dollars promis en réinvestissement aux universités lors du Sommet du Québec et de la jeunesse, le versement des deux tiers est conditionnel à l'atteinte par les établissements des cibles qu'elles se sont fixées dans les contrats de performance, le ministre de l'Éducation affirme n'avoir «aucune raison de croire à ce moment-ci que les objectifs ne seront pas atteints» puisque que «ce ne sont pas des objectifs que nous avons exigés, ce sont des objectifs que les universités se sont elles-mêmes fixés.»

«Le but n'est pas de retirer — c'est tellement difficile d'aller chercher des fonds — le but n'est pas de retirer des fonds à aucune université, mais c'est pour s'assurer que dans chaque université on atteint des objectifs ambitieux», quitte à intervenir dans les cas où il le faudra, précise-t-il.

S'il se fait peu loquace sur le mode d'intervention auquel il a songé, François Legault précise que chaque contrat prévoit une revue annuelle des engagements et des réalisations de chaque université. «Je pense que c'est important d'avoir une certaine emprise pour s'assurer, si jamais il y avait une université qui carrément ne fonctionnait pas dans la direction qui est souhaitée, de pouvoir avoir une certaine poigne», affirme-t-il.

Autour des taux de diplômés, sur lesquels il a beaucoup insisté dans ses négociations avec les universités — exigeant de chacune d'elles qu'elles promettent d'atteindre la cible de 80 % en l'espace d'un nombre d'années déterminé — il croit qu'une première évaluation de la «tendance», dès l'an prochain, autour de clientèles de 1^{er} cycle, permettra de «réajuster le tir» de celles qui ne se dirigeront pas vers les cibles promises.

L'Université Concordia, avec un taux de diplômés actuel parmi les plus bas de la province (62,2 %), s'engage ainsi à diplômer 80 % de sa clientèle en 2009-2010, un véritable «défi», expliquait hier le recteur Frederick Lowy, compte tenu de la clientèle particulière que l'établissement accueille, fortement composée d'adultes.

«Quel défi! Parce qu'on garde avec fierté notre mission historique d'accessibilité et, en même temps, le ministre a raison, il faut hausser les taux de diplômés, expliquait le recteur Lowy hier, peu après la signature du contrat. On ne va pas le faire en acceptant seulement les étudiants qui ont de bonnes notes au cégep, on ne va pas réussir en baissant les exigences d'admission, on va améliorer l'encadrement des étudiants.»

Quant à la portion conditionnelle liée au financement qu'il recevra, ce qui représente une partie des 51 millions promis par le MEQ jusqu'en 2002-2003, il se dit «optimiste». «Ça ne me dérange pas du tout, explique-t-il, le ministre de l'Éducation à ses côtés. Parce que les cibles du ministère sont les nôtres aussi.»

À Polytechnique, ce sont 14 millions que le gouvernement ajoutera en trois ans, pour une promesse de diplômer 84 % des étudiants en 2007-2008, le taux étant actuellement à 80 %. Aux HEC, le ministre versera 30 millions, en échange de quoi l'école s'engage à atteindre un taux de diplômés de 82 % dans cinq ans.

Partout où il passe, le ministre répète que le contrat de performance constitue «plus qu'un moyen de suivi» et qu'il est «d'abord un instrument moderne de dialogue continu et de partenariat qui engage l'Université et le Ministère à l'égard du développement de l'enseignement supérieur», ce qui est d'ailleurs inscrit au contrat lui-même.

Une autre clause stipule que les sommes engagées sont «établies sous réserve des crédits votés annuellement par l'Assemblée nationale», dont on connaîtra la couleur sous peu.

MAÏS

SUITE DE LA PAGE 1

souhaitée de l'utilisation de pesticides grâce à la culture d'OGM.

De nombreuses recherches ont été effectuées pour étudier, notamment, l'effet de la dispersion du pollen du maïs Bt autour des champs où pousse l'asclépiade, plante dont se nourrit le papillon monarque. La situation du joli papillon, qui voyage annuellement du Canada au Mexique, est considérée comme «préoccupante» par le Service canadien de la faune. Les populations de monarques sont déjà affectées par la déforestation, les prédateurs et l'utilisation des herbicides. Des études ont montré qu'un certaine concentration de pollen du Bt déposé sur les plants d'asclépiade était mortelle pour les monarques; ces résultats ont cependant été critiqués parce que les taux de concentration de pollen aux quels ont été soumis les monarques en laboratoire seraient beaucoup plus élevés que ceux que l'on retrouve dans les champs.

Mais même si les scientifiques ont failli jusqu'ici à démontrer avec précision l'effet du Bt sur les monarques, le doute est suffisant pour que les auteurs du rapport recommandent au gouvernement américain de poursuivre les travaux. Il y a plus d'un mois, les scientifiques canadiens réunis au sein de la Société royale du Canada rendaient public un rapport qui plaide pour un resserrement des critères d'homologation des OGM. Soumis au système proposé par les experts, les plantes transgéniques d'aujourd'hui n'auraient pas nécessairement été approuvées aussi facilement. Par exemple, avait cité l'un des auteurs du rapport, si des études minutieuses avaient été menées avant l'homologation du maïs Bt, les effets observés sur le monarque auraient retardé son acceptation en attendant que d'autres études soient achevées.

La révision du dossier Bt survient alors que les producteurs de maïs américains tentent de repartir à zéro après le scandale du maïs StarLink qui a ébranlé l'industrie l'autonomie dernier. Contrairement au Bt, le StarLink n'est autorisé que pour consommation animale, et seulement aux États-Unis. Malgré les restrictions, des traces de StarLink ont été détectées dans des produits destinés à la consommation humaine, forçant le gouvernement et la compagnie Aventis CropScience à rechercher les récoltes et à rappeler les produits contaminés. Le StarLink, interdit au Canada, est génétiquement modifié avec une protéine, le Cry9c, soupçonnée de causer des allergies chez l'humain. Du StarLink a été découvert au Canada dans deux cargaisons importées; l'une des cargaisons a eu le temps d'être distribuée au bétail avant que le maïs ne soit retrouvé.

Avec AP

Etat de la réserve collective de sang
La réserve de sang: 5 jours
Groupes sanguins en demande aujourd'hui
B -
A -
Info-collecte: 832-0873

LE DEVOIR

LES SPORTS

HORS-JEU

Le sot de baril

Aucune. Il n'y a aucune limite à la découverte et à la fascination. On vous l'a déjà dit, mais bon, comme l'écrivit jadis André Gide, tout a été dit, mais comme personne n'écoutait, il n'est peut-être pas complètement inutile de le répéter, quitte à passer pour un vieux radoteux.

Il y a quelques semaines, le propriétaire des Grizzlies de Vancouver (NBA), Michael Heisley, a annoncé que, six gros mois après avoir acquis la franchise, il venait de se rendre compte qu'il y perdait chaque année plusieurs centaines de milliers de milliards de dollars canadiens — environ 400 millions \$US — et qu'en conséquence, il voulait aller voir ailleurs s'il y était. La NBA lui en a donné l'autorisation. Depuis, Heisley fait son épicerie, se faisant dérouler le proverbial tapis rouge dans les villes intéressées à devenir quelqu'un comme seul le sport professionnel le permet: La Nouvelle-Orléans, St. Louis, Memphis, Anaheim et même la banlieue sud de Chicago.



Jean Dion

(D'ailleurs, petite parenthèse, les dirigeants du Jazz de l'Utah ont déclaré, «au nom de la tradition», qu'il était hors de question que l'équipe cède son nom si les Grizzlies prennent le chemin de La Nouvelle-Orléans. Jusqu'à son départ pour Salt Lake City au début des années 1980, le Jazz, on s'en doute un peu pour des raisons tenant de l'histoire générale des choses, coulait ses jours en Louisiane. Mais le déménagement n'a pas entraîné un changement de l'appellation, même si les plus brillants cerveaux qu'aient produits les States n'ont jamais été en mesure d'établir le moindre lien entre le jazz et la capitale des mormons. Ou comme l'avait un jour signalé Karl Malone, le plus grand joueur de l'histoire du Jazz: «Quand je me promène à Salt Lake City, tout le monde sait que je suis un joueur de basketball. Mais ce n'est pas parce que je mesure sept pieds. C'est parce que je suis le seul Noir dans toute la ville.»)

Donc, plusieurs villes dans la course, dont Louisville, Kentucky. Et c'est là que la fascination fait son œuvre. À Louisville, le maire Dave Armstrong a d'abord dit non, non merci, ils vont demander des fonds publics et bon enfin bref, c'est non. Puis Armstrong s'est ravivé en prenant connaissance d'un plan concocté par des gens d'affaires du coin et d'autres ordres de gouvernement qui permettrait une injection publique de 200 millions \$US dans la construction d'un nouvel aréna, mais sans augmentation de taxes municipales (ce sont toujours les mêmes contribuables qui paieraient, mais ça paraîtrait moins, si nous avons bien compris). Le tapis, rouge comme de l'encre de bilan déficitaire, a été déroulé, et Heisley est venu à Louisville et il a dit je vais y penser, vous me tentez en ta.

Or parmi les entreprises qui poussent le projet, on retrouve Tricon Global Restaurants. Tricon, faut-il le préciser, est le holding possédant notamment les chaînes Poulet Frit à la Kentucky (KFC), Taco Bell et Pizza Hut. Heisley a donc été accueilli, entre autres, par la mascotte en forme de poulet haute de six pieds de KFC (l'histoire ne dit malheureusement pas si la mascotte a la peau panée). Et Tricon a promis de verser plusieurs millions à Heisley — et non pas pour le financement de l'aréna — à la condition que celui-ci rebaptise son équipe les Colonels du Kentucky. En l'honneur du colonel Harland Sanders, de ses ailes piquantes, de sa salade de chou crémeuse, de sa sauce figeante et de son pain à la grecque.

À la condition, aussi, que le futur amphithéâtre s'appelle le «KFC Bucket». Le baril de poulet frit, à moins que ce ne soit le seau. Le sot?

Question de basket, le championnat universitaire bat son plein aux États. C'est tellement gros que la chose a fini par être surnommée «March Madness». C'est tellement gros qu'il est possible d'en arriver à vendre n'importe quoi à n'importe qui, l'humain étant essentiellement attiré par: 1) ce qui est utile; 2) ce qui est amusant; 3) ce qui rend jaloux le voisin; et 4) ce que tous les autres achètent, même sans savoir pourquoi.

Ainsi, tous les billets ont été écolés pour le tour final qui sera disputé à Minneapolis, fin mars-début avril. Cela même si certains sièges dans l'amphithéâtre réaménagé pour l'occasion sont situés à plus de 350 pieds de l'action. De même, les 120 loges de luxe ont trouvé preneurs (entre 18 000 et 50 000 \$US) bien que quelques dizaines d'entre elles ne donnent pas vue sur le court!

Il est estimé que plus de 6 milliards \$US ont été ou seront parés sur le tournoi, dont 97 % illégalement (les autres 3 % étant placés chez les preneurs aux livres de Las Vegas). Il s'agit encore une fois d'un de ces chiffres tombés de nulle part et qui sont repris un peu partout, à la manière de l'auditoire mondial du Super Bowl, mais qui font sérieux en diable. Hé! 6 milliards! Pas 5! 6!

La semaine dernière, la police a d'ailleurs fait une descente dans une école secondaire du Wisconsin, à la suite d'un appel de la direction, afin de «démanteler» un «réseau» de paris: une vingtaine d'étudiants avaient placé 5 \$ chacun, et ils ont eu droit à un petit sermon de la part des autorités constabulaires. Voyez-vous, les jeunes, on peut parier dans les établissements d'État où il est légal et même encouragé de se faire fourrer, mais ça finit là.

Plusieurs jeunes se sont par ailleurs plaints de ce que leurs profs participaient aussi à un «pool» mais n'ont pas été inquiétés.

Enfin, dans la série «ce n'est pas parce que vous n'avez pas de nouveau stade que vous ne pouvez pas vous faire avoir», les Packers de Green Bay ont refilé à leur clientèle les coûts de rénovation du Lambeau Field, où ils évoluent depuis... depuis un maudit bout de temps. Ainsi, en vue de la prochaine saison, les détenteurs d'abonnements de saison ont dû déboursier, pour avoir le droit de conserver leur place, la coquette somme de 1400 \$US par billet. (Attention: 1400 \$ en plus du prix de l'abonnement. 1400 \$ pour le simple privilège de pouvoir acheter un damné ticket.)

Presque tous les fans ont accepté ce truc qui s'apparente un peu beaucoup à de l'extorsion. C'est forcé: la liste d'attente pour un abonnement au Lambeau Field est de 30 ans.

jdion@ledevoir.com

Camp d'entraînement des Expos

Britt Reames, prochain favori au stade olympique?

MICHEL LAJEUNESSE PRESSE CANADIENNE

Jupiter — Mark Grudzielanek, ancien joueur d'arrêt-court des Expos et maintenant joueur de deuxième but des Dodgers de Los Angeles, a déclaré la semaine dernière que la formation mont-réalaise allait s'ennuyer de Dustin Hermanson cette saison.

Hermanson avait été le lanceur partant lors du match inaugural. Il était l'as de la formation. Il s'était même porté volontaire pour devenir releveur quand Ugueth Urbina a subi la première de ses deux opérations de l'an 2000.

Hermanson est un guerrier, un combattant. C'est vrai... et un bon lanceur.

Mais en l'échangeant aux Cards de St. Louis, ils ont acquis un joueur de troisième but qui frappe avec puissance en Fernando Tatis. Et ils ont mis la main sur un jeune droitier qui pourrait vite devenir un des favoris au Stade olympique.

Felipe Alou disait que Britt Reames n'était qu'un nom qu'on avait lancé comme cela pour compléter la transaction dans le temps. Mais ce nom porte maintenant un visage et il possède une courbe exceptionnelle.

Si on a eu tendance à reprocher à Jim Beattie d'avoir souvent mis la main sur des lanceurs éclipsés comme les Matt Wagner, Scott Downs, Carl Pavano et Graeme Lloyd dans le passé, il pourrait s'en tirer avec les grands honneurs à la suite de cet échange.

Reames est toujours une recrue. Il n'a passé que 44 jours avec les Cards la saison dernière. Mais il faut se souvenir que Tony LaRussa n'a pas hésité à l'utiliser dans la série de section contre les Braves d'Atlanta. Il a alors remporté un match et n'a donné aucun coup sûr en trois manches et un tiers.

En série de championnat contre les Mets, il a participé à deux matchs, limitant les champions de la Ligue nationale à cinq coups sûrs et un point en six manches et un tiers de travail.

On avait même décidé qu'il serait le partant du sixième match de la série, mais les Cards ont été éliminés en cinq parties.

En 1995, il avait été choisi le joueur par excellence dans les clubs-écoles des Cards.

Et pourtant, c'est comme receveur que Reames a fait ses premiers pas dans le baseball et c'est à cause de Bryan Florie, frère jumeau de Bryce Florie, des Red Sox de Boston, s'il est devenu un lanceur.

«C'était à l'école secondaire. J'étais receveur et Bryan était un de nos lanceurs, raconte Reames, qui vient de la Caroline du Sud. Il avait une de ces courbes incroyables. Je l'admirais. Je lui ai demandé souvent de me montrer comment il faisait pour lancer de la sorte. Il l'a fait et j'ai commencé à tenter ma chance moi aussi.»

Reames a si bien joué qu'on lui a rapidement demandé de lancer lui aussi. «Tout ce que je voulais, c'était de jouer au baseball, a-t-il dit. Je pouvais jouer

comme receveur pendant neuf manches et lancer pendant sept manches le lendemain quand j'étais au collège.

«J'ai compris par la suite que ce n'était pas très intelligent. Que j'en demandais trop à mon bras. Mais j'étais jeune, je ne savais pas. Je voulais jouer tout le temps.»

Reames en a payé le prix après sa première saison chez les professionnels. Il a dû subir une transplantation de ligaments, l'opération Tommy John. Il a manqué deux saisons complètes. C'est la raison pour laquelle il n'a fait ses débuts dans les ligues majeures qu'à 27 ans.

Au camp des Expos, Reames a déjà montré de belles qualités. C'est surtout cette fameuse courbe qui retient l'attention. «Il la lance avec force, a dit le receveur Michael Barrett. Ce n'est pas une longue courbe paresseuse, mais un tir puissant. Mais il maîtrise tous ses autres tirs.»

Chose certaine, quand Reames dit qu'il aime jouer au baseball, il faut le croire. Il fait tout avec beaucoup d'enthousiasme. «J'ai déjà retrouvé mon rythme, dit-il. On me parle souvent de ma courbe. Je sais qu'il n'y a pas beaucoup de gars qui lancent de telles courbes. Le seul nom qui me vient en tête est Mike Mussina. Ce n'est pas facile à lancer, mais quand on peut s'en servir pour enregistrer des prises, c'est très efficace.»

Un nouveau Mike Mussina pour Dustin Hermanson... si Reames continue à lancer comme il l'a fait, Beattie aura réussi un coup de génie.

Le Canadien accueille les Panthers ce soir



JEFF TOPPING REUTERS

Saku Koivu sera-t-il aussi souriant ce soir à l'issue du match contre les Panthers de la Floride? Son trio aura du pain sur la planche devant un des joueurs les plus rapides de la LNH, soit Pavel Bure.

Robidas, Souray, Garon et le trio de Koivu contre Bure

GUY ROBILLARD PRESSE CANADIENNE

Michel Therrien comptait utiliser les défenseurs Stéphane Robidas et Sheldon Souray ainsi que le trio de Saku Koivu pour tenter de contrer Pavel Bure, auquel il va falloir accorder une attention spéciale lors du match contre les Panthers de la Floride, ce soir, au Centre Molson.

L'entraîneur du Canadien envisageait d'utiliser deux trios différents face au meilleur marqueur de la LNH, dont celui de Saku Koivu. Il a aussi mentionné celui de Jan Bulis en rappelant que celui-ci avait démontré de belles choses lors du match contre les Bruins de Boston.

«Mais il ne faudra pas suivre le rythme des Panthers», a prévenu Therrien, qui a encore mis l'accent sur l'importance de bien entreprendre le match, ce que ses joueurs ont bien de la difficulté à faire.

«Ça va être offensif et ça ne me fait pas peur de faire jouer Saku contre Bure», a dit l'entraîneur.

La consécration de la recrue Robidas, qu'on avait déjà opposé à Mario Lemieux, continue de se faire.

«C'est sûr qu'il est très "hot" présentement», a-t-il dit de Bure, auteur de 29 buts à ses 23 derniers matchs et d'un tour du chapeau à son dernier.

«Le plus stressant, c'est qu'il est très, très rapide. Il part du point zéro et atteint son erre d'aller très rapidement. Mais j'ai hâte, je prends ça comme un challenge. Tu sais qu'il va tout le temps obtenir au moins quatre ou cinq tirs au but. Il est toujours où on ne l'attend pas.»

Patrice Brisebois a longtemps parlé de Bure, en termes très élogieux. «Il a le patin et un œil de lynx pour marquer des buts [...] Il essaie tout le temps de se cacher. Tu sais qu'il est à ta droite, tu le retournes, et il est rendu de l'autre côté. Son coup de patin, c'est une bombe.»

Et n'allez pas dire à Brisebois que Bure est un joueur d'une seule dimension, offensive. «Un joueur ne

peut pas tout avoir et il en a déjà assez, répond-il. Il faut que tu prennes les joueurs pour leurs qualités. Il n'est peut-être pas aussi bon défensivement, mais on peut compter sur lui pour aller chercher le gros but. Des fois on va se faire prendre, mais c'est le jeu. Il faut prendre des risques.»

Brisebois parlait autant pour lui que pour son illustre rival.

Benoît Brunet a décrit Bure comme «un grand joueur» et «le plus rapide patineur» dans le hockey. Un attaquant, dit-il, qui peut surgir de n'importe où et qui est aussi très dangereux en avantage numérique.

«Le gros problème [pour ses adversaires], c'est quand il atteint sa vitesse. Et il a aussi un bon lancer.»

Au tour de Garon

Michel Therrien a aussi désigné son gardien, Mathieu Garon, pour affronter les Panthers de la Floride et Pavel Bure, ce soir, tout en prenant bien soin de spécifier que ce n'est pas parce qu'il n'est pas satisfait de José Théodore, au contraire. Mais il faut bien donner du travail à Garon à l'occasion.

Celui-ci en sera à son premier match en 13 jours, soit depuis le 7 mars à Anaheim quand il avait très mal paru en accordant trois buts sur 12 lancers avant de céder sa place à Théodore.

«C'est une opportunité pour lui de rebondir, a noté Therrien. Il a du caractère et je suis sûr qu'il va le faire. Il a été très bon dans les entraînements et c'est l'occasion idéale pour le lancer dans la mêlée.»

Contre Pavel Bure, auteur de 29 buts à ses 23 derniers matchs? «Ça va être un bon défi pour lui», estime son entraîneur. Il a connu une très bonne saison [à Québec] et il nous faut poursuivre son développement. J'ai très, très hâte de voir comment il va se comporter contre Bure.»

«Il ne sera pas sur la patinoire 60 minutes», a rappelé Garon, selon qui ce serait une erreur de se préparer ou de jouer différemment pour un seul joueur.

Championnat canadien de ski alpin

Les vétérans de l'équipe nationale termineront la saison en beauté

Au mont Sainte-Anne, tous les yeux seront tournés vers Mélanie Turgeon, meneuse de l'équipe féminine

MARC DELBES PRESSE CANADIENNE

Les vétérans de l'équipe nationale que sont Mélanie Turgeon, Allison Forsyth, Edi Podivinski et Thomas Grandi prendront part aux championnats canadiens de ski alpin au cours des 10 prochains jours pour le plaisir mais aussi pour l'honneur.

Si les championnats nationaux, présentés à compter de vendredi au mont Sainte-Anne et ensuite au mont Orford, permettront de découvrir la relève, les têtes d'affiche de l'équipe nationale n'ont pas l'intention de se contenter d'un rôle de figurants.

Grandi, de Banff en Alberta, ambitionne cette année de devenir l'athlète le plus titré à ces championnats, lui qui en a déjà huit à son actif sur un pied d'égalité avec Jim Hunter.

«C'est une tradition pour les skieurs canadiens de compléter la saison avec les championnats canadiens», a expliqué Grandi, hier, membre de l'équipe nationale depuis 1993.

«Je tiens à participer à ces championnats par plaisir, a-t-il ajouté. Mais j'y vais également cette année avec des objectifs. J'ai la possibilité d'améliorer le record de titres canadiens et je tiens aussi à enlever le super-G pour la première fois.»

Grandi, âgé de 28 ans, qui a pour amie de cœur la fondeuse Sara Renner qui s'entraîne à Valcartier, est bien conscient que les jeunes espoirs commencent à lui pousser dans le dos. Il songe notamment à Jean-Philippe Roy, âgé de 22 ans, de Ste-Flavie.

«Jean-Philippe m'offre un défi intéressant et on se pousse mutuellement», a précisé Grandi, auteur d'une 13^e place en slalom aux championnats du monde le mois dernier en Autriche.

Turgeon en vedette

Grandi ne sera pas le seul à avoir des objectifs à ces championnats. Le Torontois Edi Podivinski tentera pour sa part de décrocher un quatrième titre en descente. Chez les dames, Forsyth de Nanaimo, en Colombie-Britannique, tentera d'ajouter à son palmarès de sept titres nationaux — 4 en slalom géant, deux en slalom et un en super-G.

Mais au mont Sainte-Anne, tous les yeux seront avant tout tournés vers Mélanie Turgeon, meneuse de l'équipe féminine.

La skieuse de Beauport vient de compléter une saison exceptionnelle sur le circuit de la Coupe du monde avec quatre podiums dans deux disciplines distinctes.

Turgeon, qui ne participera qu'aux épreuves de vitesse à ces championnats, est toujours en quête d'un premier titre national en descente. Elle ne cache pas qu'elle aimerait mettre fin à cette disette même si elle n'en fait pas une idée fixe.

«Je suis contente de prendre part à ces championnats dans ma cour arrière au mont Sainte-Anne. C'est certain que j'aimerais bien m'imposer dans la descente mais ce ne sera pas la fin du monde si je ne gagne pas.»

Maintenant qu'elle fait partie de l'élite mondiale — elle a terminé au quatrième rang du classement général du super-G et au sixième en descente — Turgeon a hâte de voir à quoi ressemble la relève au Canada.

«Je ne connais pas vraiment les jeunes qui poussent, a-t-elle constaté. J'aurai l'occasion de faire leur connaissance cette semaine.»

Les épreuves de vitesse des championnats canadiens auront lieu de vendredi à dimanche au mont Sainte-Anne tandis que les épreuves techniques seront présentées au mont Orford de lundi à jeudi prochains.

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

Table with 6 columns: Team, G, P, N, DP, BP, BC, Pts. Rows include Ottawa, Buffalo, Toronto, Boston, Montréal.

Section Atlantique

Table with 6 columns: Team, G, P, N, DP, BP, BC, Pts. Rows include New Jersey, Philadelphia, Pittsburgh, NY Rangers, NY Islanders.

Section Sud-Est

Table with 6 columns: Team, G, P, N, DP, BP, BC, Pts. Rows include Washington, Caroline, Floride, Tampa Bay, Atlanta.

ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale

Table with 6 columns: Team, G, P, N, DP, BP, BC, Pts. Rows include Detroit, St. Louis, Nashville, Chicago, Columbus.

Section Nord-Ouest

Table with 6 columns: Team, G, P, N, DP, BP, BC, Pts. Rows include x-Colorado, Vancouver, Edmonton, Calgary, Minnesota.

Section Pacifique

Table with 6 columns: Team, G, P, N, DP, BP, BC, Pts. Rows include Dallas, San Jose, Phoenix, Los Angeles, Anaheim.

x — club assuré de participer aux séries.

Hier

- N.Y. Rangers 6 Washington 3
Nashville 2 Columbus 1
Dallas 4 Minnesota 1
New Jersey à Calgary
Philadelphia à Edmonton
Phoenix à Los Angeles

Aujourd'hui

- Toronto à Buffalo, 19h00
Floride à Montréal, 19h30
Boston à Pittsburgh, 19h30
N.Y. Islanders à St. Louis, 20h00
San Jose au Colorado, 21h00

Demain

- Vancouver à Columbus, 19h00
Buffalo en Caroline, 19h00
Tampa Bay à Atlanta, 19h30
Floride à Toronto, 19h30
N.Y. Rangers au New Jersey, 20h00
Nashville au Minnesota, 20h00
Anaheim à Dallas, 20h30
Ottawa à Phoenix, 21h00
Edmonton à Los Angeles, 22h30

EN BREF

Zidane, ambassadeur des Nations unies

Genève (AP) — Le footballeur français Zinedine Zidane a été nommé hier à Genève «ambassadeur itinérant» pour la lutte contre la pauvreté par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Zinedine Zidane, qui est aujourd'hui l'un des sportifs les mieux payés dans le monde, a rappelé lors d'une cérémonie au Palais des Nations à Genève: «J'ai vécu dans des endroits très difficiles moi aussi. J'ai commencé dans un endroit où il n'y avait pas tout, donc forcément je sais ce que c'est. Et aujourd'hui, j'ai envie d'aider, simplement. Je vais m'efforcer d'être présent et de faire quelque chose de bien avec l'image, avec ce que je représente, a dit le meneur de jeu de l'équipe de France et de la Juventus de Turin. «Mais c'est vrai que c'est plus facile pour moi d'être sur un terrain de football.» Il rejoint, parmi les ambassadeurs itinérants du Pnud, une autre star du ballon rond, le brésilien Ronaldo.

Les Panthers libèrent Steve Beuerlein

Charlotte, N.C. (AP) — Le quart-arrière Steve Beuerlein, un des joueurs les plus populaires des Panthers de la Caroline, a été libéré hier. C'est une décision qui a permis aux Panthers d'économiser 2 millions. Beuerlein, 36 ans, a entrepris 44 matchs consécutifs avec les Panthers. Il a totalisé des gains aériens de 4 436 verges et a lancé 36 passes de touchés en 1999 quand il a été choisi dans l'équipe d'étoiles de la NFL pour la première fois de sa carrière.

Henderson signe avec les Padres

Peoria, Ariz. (AP) — Rickey Henderson a signé un contrat d'un an hier avec les Padres de San Diego. Il gagnera 250 000 \$ s'il obtient un poste dans l'équipe. Henderson, 42 ans, est un vétéran de 22 saisons dans les ligues majeures. Il a entrepris sa carrière avec les Athletics d'Oakland en 1979. Henderson, un frappeur droitier, pourrait établir deux nouveaux records des ligues majeures cette saison. Il a besoin de trois buts sur balles seulement pour battre le record de Babe Ruth, 2 062 et il doit inscrire 68 points pour devancer Ty Cobb, 2 245.